

LE DOSSIER DE SOINS PARTAGÉ BIENTÔT GÉNÉRALISÉ

Projet-phare de l'Agence eSanté, le Dossier de Soins Partagé (DSP) vise à faciliter et améliorer les échanges entre tous les acteurs du domaine de la santé, au service d'un meilleur accompagnement et suivi du patient. Retour sur l'évolution et l'intérêt de ce projet, qui devrait être déployé à grande échelle l'an prochain.



TEXTE: JEANNE RENAULD

La digitalisation touche tous les secteurs et ouvre la voie, notamment, à de nouvelles opportunités de gérer certains processus. Dans le domaine de la santé, le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) « Agence eSanté », opérationnel depuis septembre 2012, vise à assurer une meilleure utilisation des informations dans le secteur médico-social. À cet égard, l'agence travaille depuis cinq ans à la mise en place d'un Dossier de Soins Partagé au Luxembourg. « Ce dossier électronique permet de partager des données de santé d'un patient entre professionnels du secteur

intervenant auprès de ce patient : médecins, pharmaciens, dentistes, infirmiers, laboratoires, hôpitaux, maisons de soins, etc., explique Hervé Barge, Directeur de l'Agence eSanté. L'objectif principal du DSP est ainsi de structurer, faciliter et favoriser les échanges entre ces différents acteurs, pour permettre une meilleure prise en charge, coordonnée, du patient. »

UN OUTIL AU SERVICE DU PATIENT ET DES PROFESSIONNELS

On comprend aisément l'intérêt d'un Dossier de Soins Partagé, hautement sécurisé,

à la fois pour le patient et les professionnels. Cette plateforme permet en effet de disposer très rapidement d'informations sûres et de qualité, et de bénéficier d'une meilleure lecture de ces données médicales. « Il n'y a pas de risque de transmettre un document falsifié comme c'est le cas avec le papier. Avec le DSP, le document est authentique, certifié par le professionnel de santé », illustre Hervé Barge.

« Le DSP présente un historique des médicaments prescrits. Nous pouvons donc voir rapidement si le patient souffre d'une allergie, éviter les doublons entre médicament original et générique, empêcher des interactions médicamenteuses qui ne sont pas recommandées, etc., poursuit Danielle Becker-Bauer, Pharmacienne et Vice-présidente du Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois (SPL), organe qui a pleinement participé au développement du DSP. Il ne faut jamais perdre de vue cette volonté qui est, à travers le DSP, d'offrir une meilleure qualité de soins au patient. »

L'IMPORTANCE DE LA PROTECTION DES DONNÉES

Dans tous les cas, le patient demeure seul maître de son DSP et les données concernant sa santé, stockées dans un data center au Luxembourg, restent sa propriété. « Le patient est libre de désigner ce qu'il veut afficher comme données et à qui il veut y donner accès. Si le patient désire masquer une donnée, il le peut. S'il veut fermer son dossier aussi, précise Danielle Becker-Bauer. Nous ne pourrions donc jamais être certains que les informations auxquelles nous avons accès sont exhaustives mais pour nous, professionnels, le droit du patient de ne pas partager certaines données était essentiel. »

UNE PHASE PILOTE QUI SE TERMINE

Après plusieurs mois de travail pour développer la plateforme, une phase pilote

du DSP a été lancée en 2015. « Nous avons beaucoup appris de ce pilote, confie Hervé Barge. Il nous a permis de comprendre les attentes des professionnels du terrain, de les rassurer quant aux points qui posaient question, notamment en matière de confidentialité et de sécurité des données, de cerner les éventuelles craintes des patients, de démonter certaines idées reçues aussi. » Ainsi, alors que certains redoutaient une fracture numérique, on constate aujourd'hui que 62 % des utilisateurs du DSP ont plus de 65 ans et sont pleinement acteurs de leur dossier.

2020 devrait être l'année de la généralisation du DSP. « Nous sommes encore dans l'attente du règlement grand-ducal qui doit permettre de déployer le DSP à l'échelle du pays, mais cela ne saurait tarder », précise le Directeur de l'Agence eSanté. Pour les professionnels du secteur de la santé, cette globalisation du DSP nécessitera de disposer des infrastructures informatiques nécessaires. « Si l'on veut que ce projet soit une pleine réussite, il faudra donc veiller à ce que l'outil ne devienne pas trop lourd pour certains acteurs, tout le monde ne disposant pas des mêmes équipements et dispositions technologiques, met en garde Danielle Becker-Bauer. Il faudra ensuite prendre le temps et accorder le budget nécessaire pour former le personnel à la mise en place et à l'utilisation de cet outil. »

VERS UNE PLATEFORME OUVERTE À L'ÉTRANGER

À terme, d'autres fonctionnalités devraient encore être ajoutées au Dossier de Soins Partagé. En collaboration avec d'autres pays européens, l'objectif visé est de faciliter d'ici peu le partage et l'échange de données de patients vers l'étranger ainsi que l'envoi de prescriptions électroniques. « Dans le cas d'une urgence médicale survenant en dehors du Luxembourg, il peut en effet être très important pour les professionnels étrangers d'avoir accès rapi-

dement à ces données, et inversement », indique Hervé Barge.

Pour l'Agence eSanté, l'ambition est également de rendre ces données, pour l'instant passives, plus intelligentes. Elles pourraient par exemple permettre d'améliorer la prise en charge préventive des patients, et non pas seulement curative, ou encore de développer une médecine plus personnalisée, une approche importante dans le cas des maladies chroniques ou oncologiques notamment. « Je suis convaincue que le DSP, dans le cadre d'une utilisation éclairée et intelligente à la fois des patients et de tous les partenaires, va contribuer à améliorer le système de santé luxembourgeois », conclut Danielle Becker-Bauer.

Aujourd'hui, 10 % des résidents luxembourgeois disposent d'un Dossier de Soins Partagé et 300.000 documents sont présents sur la plateforme. Seulement 0,7 % des dossiers ont été fermés. Des chiffres encourageants dans le cadre d'une phase pilote d'un tel projet.